



**Centre Communal  
d'Action Sociale**

## DÉLIBÉRATIONS

-----

Le 12 mai 2026 à 15h44 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Élise BOQUIÉ, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE, Madame Juliana VIENNE

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation :** 7 mai 2026





## DÉLIBÉRATIONS

### 2 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 6 MARS 2026

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil d'Administration est invité à formuler des remarques et/ou des observations sur le procès-verbal de la séance du 6 mars 2026, joint en annexe.

#### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

CONSIDÉRANT les remarques annotées en séance,

CONSIDÉRANT les observations annotées en séance,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, adopte le procès-verbal du 6 mars, joint en annexe.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

Votants :

- Pour : 13
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 4

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME  
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

*Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*